

## EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 93 — 225

[S-C — 29639]

**16 OCTOBRE 1992. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française rendant applicables au personnel des Services de l'Exécutif et à celui de certaines personnes morales de droit public qui en dépendent certaines dispositions applicables au personnel des administrations de l'Etat**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, notamment l'article 87, § 3 et § 4;

Vu l'arrêté royal du 22 novembre 1991, fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Exécutifs et des personnes morales de droit public qui en dépendent, notamment l'article 65;

Considérant que les dispositions des arrêtés royaux suivants : — l'arrêté royal du 18 novembre 1991 modifiant l'arrêté royal du 21 avril 1965 portant statut pécuniaire du personnel scientifique de l'Etat, l'arrêté royal du 19 novembre 1991 modifiant l'arrêté royal du 21 avril 1965 portant statut pécuniaire du personnel scientifique de l'Etat, l'arrêté royal du 19 novembre 1991 modifiant l'arrêté royal du 21 avril 1965 fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques de l'Etat, l'arrêté royal du 19 novembre 1991 modifiant l'arrêté royal du 16 juin 1970 fixant le statut du personnel administratif, du personnel technique et des gens de métier et de service des établissements scientifiques de l'Etat, l'arrêté royal du 18 novembre 1991 modifiant l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, l'arrêté royal du 12 février 1992 modifiant l'arrêté royal du 30 janvier 1979 relatif à l'octroi d'un pécule de vacances aux agents de l'administration générale du Royaume, l'arrêté royal du 14 février 1992 modifiant l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle et l'arrêté royal du 5 mars 1992 relatif à l'ancienneté de service des agents des administrations de l'Etat ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement, — ont une date d'entrée en vigueur postérieure à celle de l'arrêté royal du 22 novembre 1991 précité fixant les principes généraux, et que par conséquent ces dispositions ne sont pas applicables aux membres du personnel de l'Exécutif de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 19 juin 1992;

Vu l'accord du Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française ayant la fonction publique et le budget dans ses attributions, donné le 28 septembre 1992;

Vu le protocole n° 81 du Comité de Secteur XVII conclu le 4 août 1992;

Vu les lois sur le conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et notamment l'article 3, § 1er, telles que modifiées;

Vu l'urgence spécialement motivée par le fait que lesdites dispositions ont été négociées au Comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux et ont fait l'objet des protocoles n° 128 du 10 septembre 1991, n° 133 du 22 octobre 1991, n° 137 du 12 novembre 1991, n° 139 du 6 décembre 1991, et n° 141 du 14 janvier 1991 et qu'il convient dès lors pour que cesse l'actuelle situation discriminatoire entre le personnel des différents Exécutifs, que l'Exécutif de la Communauté française adopte sans tarder lesdites dispositions au personnel de ses services ainsi qu'à celui de certaines personnes morales de droit public qui relèvent de l'Exécutif;

Sur la proposition du Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française;

Vu la délibération de l'Exécutif du 5 octobre 1992,

Arrête :

**Article 1er.** Dans la forme où ils ont été publiés dans le *Moniteur belge* du 4 janvier 1992, l'arrêté royal du 19 novembre 1991 modifiant l'arrêté royal du 21 avril 1965 portant statut pécuniaire du personnel scientifique de l'Etat, l'arrêté royal du 19 novembre 1991 modifiant l'arrêté royal du 21 avril 1965 fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques de l'Etat ainsi que l'arrêté royal du 19 novembre 1991 modifiant l'arrêté royal du 16 juin 1970 fixant le statut du personnel administratif, du personnel technique et des gens de métier et de service des établissements scientifiques de l'Etat, sont applicables aux membres du personnel des établissements scientifiques des Services de l'Exécutif de la Communauté française, Ministère de la Culture et des Affaires sociales et Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation.

Dans la forme où il a été publié dans le *Moniteur belge* du 4 décembre 1991, l'arrêté royal du 18 novembre 1991 modifiant l'arrêté royal du 21 avril 1965 portant statut pécuniaire du personnel scientifique de l'Etat est applicable aux membres du personnel des établissements scientifiques des Services de l'Exécutif de la Communauté française, Ministère de la Culture et des Affaires sociales et Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation.

**Art. 2.** Dans la forme où il a été publié dans le *Moniteur belge* du 4 décembre 1991, l'arrêté royal du 18 novembre 1991 modifiant l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, est applicable aux membres du personnel du Ministère de la Culture et des Affaires sociales et du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation et des organismes d'intérêt public de la Communauté française soumis aux dispositions de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

**Art. 3.** Dans la forme où il a été publié dans le *Moniteur belge* du 3 mars 1992, l'arrêté royal du 12 février 1992 modifiant l'arrêté royal du 30 janvier 1979 relatif à l'octroi d'un pécule de vacances aux agents de l'administration générale du Royaume, est applicable aux membres du personnel du Ministère de la Culture et des Affaires sociales et au Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation et des organismes d'intérêt public de la Communauté française soumis aux dispositions de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

**Art. 4.** Dans la forme où il a été publié dans le *Moniteur belge* du 4 avril 1992, l'arrêté royal du 14 février 1992 modifiant l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle, est applicable aux membres du personnel statutaire du Ministère de la Culture et des Affaires sociales et du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation et des organismes d'intérêt public de la Communauté française soumis aux dispositions de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

**Art. 5.** Dans la forme où il a été publié au *Moniteur belge* du 24 avril 1992, l'arrêté royal du 5 mars 1992 relatif à l'ancienneté de service des agents des administrations de l'Etat ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement, est applicable aux membres du personnel statutaire du Ministère de la Culture et des Affaires sociales et du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation et des organismes d'intérêt public de la Communauté française soumis aux dispositions de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* à l'exception de l'article 1er, alinéa 1er qui produit ses effets le 1er février 1992, de l'article 1er, alinéa 2, de l'article 2 et de l'article 3 qui produisent leurs effets le 1er janvier 1992.

**Art. 7.** Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 octobre 1992.

Par l'Exécutif de la Communauté française:

Le Ministre-Président,  
B. ANSELME

—  
VERTALING

—  
FRANSE GEMEENSCHAP

N. 93 — 225

[C — 29639]

**16 OKTOBER 1992.** — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap waarbij sommige bepalingen die van toepassing zijn op het personeel van de rijksbesturen toepasselijk worden gemaakt op het personeel van de Diensten van de Executieve en op het personeel van sommige publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, inzonderheid op artikel 87, § 3 en § 4;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 november 1991 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de Executieven en van de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, inzonderheid op artikel 65;

Overwegende dat de bepalingen van de volgende koninklijke besluiten : — het koninklijk besluit van 18 november 1991 tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 april 1965 houdende bezoldigingsregeling van het wetenschappelijk personeel van de Staat, het koninklijk besluit van 19 november 1991 tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 april 1965 houdende bezoldigingsregeling van het wetenschappelijk personeel van de Staat, het koninklijk besluit van 19 november 1991 tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 april 1965 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat, het koninklijk besluit van 19 november 1991 tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 juni 1970 tot vaststelling van het statuut van het administratief personeel, van het technisch personeel en van het vak- en dienstpersoneel der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat, het koninklijk besluit van 18 november 1991 tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, het koninklijk besluit van 12 februari 1992 tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 januari 1979 betreffende de toekenning van een vakantiegeld aan het personeel van 's lands algemeen bestuur, het koninklijk besluit van 14 februari 1992 tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid en het koninklijk besluit van 5 maart 1992 betreffende de dienstanciënniteit van de ambtenaren van de rijksbesturen die bij de coöperatie met de ontwikkelingslanden diensten hebben gepresteerd, — in werking treden na de bepalingen van het voormelde koninklijk besluit van 22 november 1991 tot bepaling van de algemene principes, en dat die bepalingen bijgevolg niet toepasselijk zijn op de personeelsleden van de Executieve van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 juni 1992;

Gelet op het akkoord van de Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap, tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt en de begroting behoren, gegeven op 28 september 1992;

Gelet op het protocol nr. 81 van Sectorcomité XVII, gesloten op 4 augustus 1992;

Gelet op de wetten op de raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, zoals gewijzigd;

Overwegende dat er bijzonder dringende noodzakelijkheid bestaat omdat die bepalingen werden onderhandeld in het comité voor de nationale, de gemeenschaps- en gewestelijke overheidsdiensten en vervat zijn in de protocollen nr. 128 van 10 september 1991, nr. 133 van 22 oktober 1991, nr. 137 van 12 november 1991, nr. 139 van 6 december 1991, en nr. 141 van 14 januari 1991, en dat, om een einde te maken aan de huidige toestand die

een discriminatie inhoudt voor het personeel van de verschillende Executieven, de Executieve van de Franse Gemeenschap die bepalingen zonder verwijl toepasselijk dient te maken op het personeel van haar diensten alsook op het personeel van sommige publiekrechtelijke rechtspersonen die van de Executieve afhangen;

Op de voordracht van de Minister-Voorziter van de Executieve van de Franse Gemeenschap;  
Gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 5 oktober 1992 genomen beslissing,

Besluit :

**Artikel 1.** In de vorm waarin zij in het *Belgisch Staatsblad* van 4 januari 1992 bekendgemaakt zijn, zijn het koninklijk besluit van 19 november 1991 tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 april 1965 houdende bezoldigingsregeling van het wetenschappelijk personeel van de Staat, het koninklijk besluit van 19 november 1991 tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 april 1965 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat alsook het koninklijk besluit van 19 november 1991 tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 juni 1970 tot vaststelling van het statuut van het administratief personeel, van het technisch personeel en van het vak- en dienstpenseel der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat, van toepassing op de personeelsleden van de wetenschappelijke inrichtingen van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken en Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming.

In de vorm waarin het in het *Belgisch Staatsblad* van 4 december 1991 bekendgemaakt is, is het koninklijk besluit van 18 november 1991 tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 april 1965 houdende bezoldigingsregeling van het wetenschappelijk personeel van de Staat toepasselijk op de personeelsleden van de wetenschappelijke inrichtingen van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken en Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming.

**Art. 2.** In de vorm waarin het in het *Belgisch Staatsblad* van 4 december 1991 bekendgemaakt is, is het koninklijk besluit van 18 november 1991 tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, toepasselijk op de personeelsleden van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken en het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming en van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschap die onderworpen zijn aan de bepalingen van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

**Art. 3.** In de vorm waarin het in het *Belgisch Staatsblad* van 3 maart 1992 bekendgemaakt is, is het koninklijk besluit van 12 februari 1992 tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 januari 1979 betreffende de toekenning van een vakantiegeld aan het personeel van 's lands algemeen bestuur, toepasselijk op de personeelsleden van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken en het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming en van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschap die onderworpen zijn aan de bepalingen van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

**Art. 4.** In de vorm waarin het in het *Belgisch Staatsblad* van 4 april 1992 bekendgemaakt is, is het koninklijk besluit van 14 februari 1992 tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid, toepasselijk op de statutaire personeelsleden van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken en het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming en van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschap die onderworpen zijn aan de bepalingen van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

**Art. 5.** In de vorm waarin het in het *Belgisch Staatsblad* van 24 april 1992 bekendgemaakt is, is het koninklijk besluit van 5 maart 1992 betreffende de dienstancienniteit van de ambtenaren van de ambtenaren die bij de coöperatie met de ontwikkelingslanden diensten hebben gepresteerd, toepasselijk op de statutaire personeelsleden van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken en het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming en van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschap die onderworpen zijn aan de bepalingen van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 1, lid 1, dat uitwerking heeft met ingang van 1 februari 1992, en van artikel 1, lid 2, artikel 2 en artikel 3, die uitwerking hebben met ingang van 1 januari 1992.

#### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 93 — 226

**16 SEPTEMBRE 1992.** — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française dérogeant en ce qui concerne l'agrégation des centres ou services de réadaptation pour personnes handicapées de la vue, à l'arrêté royal du 6 janvier 1987 portant suspension de l'agrégation de nouvelles institutions de réadaptation et de reclassement social des handicapés ainsi que de l'octroi de subsides à la création de telles institutions

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 3 juillet 1992 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment les articles 6, 3<sup>o</sup>, 36 et 37;

Vu l'arrêté royal du 19 juillet 1991 relatif à la dissolution du Fonds national de reclassement social des handicapés et au transfert et ses missions, biens, droits et obligations aux Communautés, à la Commission communautaire commune et à l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, notamment l'article 3;